



EXTRAIT : QUESTION N° 10

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Affiché le 20 décembre 2024

Séance du 18 décembre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 1

Nombre d'Administrateurs présents : 12

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 13 décembre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame MOREAU – Madame CRANCE – Madame LEGAGNE – Monsieur CANNEVA – Madame GERVAIS – Madame GOURDIN-SERVENIERE – Monsieur HEISSAT – Madame MERCIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, pouvoir à Mr LURTON – Madame KRAUSS, excusée – Madame GUERIN, excusée – Monsieur LEFILLEUL, excusé – Madame VEYRIER, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

DIRECTION DES POLITIQUES DE LA FAMILLE ET DE LA PARENTALITE

10- SERVICE SOUTIEN AUX FAMILLES

Externalisation du service auprès de l'Association Aide à domicile en milieu rural (ADMR) de TINTENIAC

En date du 24 juin 2024, le Conseil d'administration a approuvé le transfert de l'activité du service des Techniciennes d'Intervention Sociale et Familiale (TISF) du CCAS auprès de l'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR) de Tinténiaac.

Le transfert TISF vers l'ADMR permet :

- De maintenir l'accompagnement et l'offre de service sen aux familles pour le territoire de Saint-Malo et les 68 mesures attribuées par le Conseil Départemental d'Ille et Vilaine ;
- D'intégrer les deux agents TISF et de maintenir leur situation salariale actuelle. Les agents gardent ainsi leur statut.

L'activité est transférée au 1^{er} janvier 2025.

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités d'externalisation de l'activité et de la gestion des TISF du CCAS à l'ADMR de Tinténiaac. Elle est conclue pour une durée de cinq ans.

La convention fixe les modalités d'externalisation du service du CCAS à l'ADMR et les obligations des deux parties, et notamment l'engagement financier du CCAS à compenser les charges supplémentaires induites par l'externalisation des personnels du CCAS.

A titre prévisionnel, la compensation financière au titre de l'année 2025 devrait être de 25 695 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après en avoir délibéré,**

APPROUVE

La convention qui fixe les modalités d'externalisation de l'activité des TISF entre le CCAS et l'ADMR Tinténiaac à compter du 1^{er} janvier 2025 ainsi que ses annexes.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 13 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**



**CONVENTION D'EXTERNALISATION DE L'ACTIVITE DU SERVICE
SOUTIEN AUX FAMILLES DU CCAS DE LA VILLE DE SAINT-MALO ET DE SON PERSONNEL
A L'ASSOCIATION D'AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL (ADMR) DE TINTENIAC**

ENTRE :

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Saint-Malo représenté par son Président, M. Gilles LURTON, domicilié en cette qualité à Saint-Malo (35400), 16 Boulevard Villebois Mareuil, dûment habilité par délibération n°10 du conseil d'administration du CCAS en date du 18 décembre 2024 (annexe 1).

D'une part,
Ci-après dénommé "Le CCAS"

ET :

L'association Aide A Domicile en Milieu Rural (ADMR) de Tinténia, représentée par sa co-Présidente, Madame Béatrice CHATEAUGIRON, domiciliée en cette qualité à TINTENIAC (35190), 2 Avenue des Trente, dûment habilitée par délibération du Conseil d'Administration en date du **17 décembre 2024** (annexe 2)

D'autre part,
Ci-après dénommée "L'ADMR Tinténia" ou "L'Association"

Ci-après dénommés ensemble « les Parties »

Vu le Code de l'action sociale et des familles (parties législative et réglementaire),
Vu le Code du travail, et notamment son article L. 1224-3-1,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 441-1 et suivants,
Vu la loi n° 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
Vu le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, et notamment les articles 15 et suivants,
Vu le décret n° 2020-714 du 11 juin 2020 relatif au détachement d'office prévu à l'article 15 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu le décret n°2007-173 du 07 février 2007 relatif à la Caisse Nationale de Retraite des Agents de la Collectivité Locale,
Vu le décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 313-1-3 du code de l'action sociale et des familles et aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 16° du I de l'article L. 312-1 du même code,
Considérant l'avis du comité social territorial du 29/11/2024,
Vu la délibération du CCAS en date du 17 décembre 2024 approuvant l'externalisation du service TISF,

PREAMBULE

Le Centre Communal d'Action Sociale de Saint-Malo gère un service de soutien aux familles.

Depuis 2019, le fonctionnement de ce service est très dégradé en raison d'une pénurie de personnel qui touche tout le secteur social et médico-social. Depuis la crise sanitaire, l'équipe n'a jamais été au complet. Les tentatives de recrutement sont restées infructueuses. Malgré tous ces efforts et au vu des effectifs présents, le service ne peut plus mettre en œuvre les 68 mesures attribuées par le conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.

Pour autant, le besoin d'une offre de service pour les familles les plus fragiles apparaît toujours absolument nécessaire à Saint-Malo. Dans le cadre d'un échange avec le conseil départemental, et avec son accord, il a été envisagé l'externalisation du service soutien aux familles vers l'ADMR de Tinténiac qui fait partie du premier réseau national d'aide à la personne et proposant un soutien à la parentalité avec des interventions à domicile.

L'association ADMR de Tinténiac, en lien étroit avec la fédération ADMR d'Ille-et-Vilaine est en capacité de continuer à proposer des interventions aux familles sur le territoire malouin et d'intégrer les agents du service soutien aux familles du CCAS au sein de son association.

Fin 2023 et au cours du premier semestre 2024, l'hypothèse d'un rapprochement auprès de l'ADMR Tinténiac s'est confirmée. En effet, cette association spécialisée dans l'aide et l'accompagnement à domicile dispose déjà d'un service TISF intervenant sur les communes du Pays de Saint-Malo (hors Saint-Malo). Dès lors, le principe de l'externalisation du service soutien aux familles auprès de l'ADMR Tinténiac a été présenté au conseil d'administration du CCAS du 24 juin 2024.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités d'externalisation de l'activité et de la gestion du personnel du service soutien aux familles du CCAS à l'ADMR Tinténiac.

ARTICLE 2 - DATE D'EXTERNALISATION DE L'ACTIVITE DES TISF DU CCAS

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'activité du service soutien aux familles du CCAS est transférée à l'ADMR.

ARTICLE 3 - ACTIVITE DES DEUX PARTIES AVANT LE TRANSFERT

Pour le service soutien aux familles du CCAS

Mise en œuvre de 68 mesures sur la commune de Saint-Malo à la demande des services du Département d'Ille-et-Vilaine.

Pour L'ADMR de Tinténiac

Mise en œuvre de 74 mesures sur le Pays de Saint-Malo (hors Saint-Malo) à la demande des services du Département d'Ille-et-Vilaine

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Obligations de l'ADMR Tinténia

L'ADMR Tinténia s'engage à :

- Assurer la continuité du service mis en place pour les usagers par le service soutien aux familles du CCAS ;
- Assurer une bonne coordination entre les services pour les bénéficiaires sur le territoire de Saint-Malo ;
- Accompagner les bénéficiaires dans tous les aspects de leurs situations sociales ;
- Assurer le maintien des emplois visés à l'article 5 sur le territoire de la Ville de Saint-Malo à compter du 1^{er} janvier 2025 ;
- Respecter le cadre réglementaire applicable aux services soutien aux familles et aux entités cessionnaires auxquelles est transférée l'exploitation de ce type de services (notamment en matière de reprise de personnel) ;
- Communiquer les documents prévus par l'article 9 de la présente convention.

Le respect de ces engagements conditionne l'octroi de la subvention telle que prévue à l'article 8 de la présente convention.

4.2. Obligations du CCAS

Le CCAS s'engage à :

- Fournir toutes les informations nécessaires à l'ADMR Tinténia afin de permettre la continuité du service ;
- Fournir toutes les informations utiles à la gestion des personnels relevant de la fonction publique territoriale ;
- Compenser, par le biais d'une subvention annuelle, les charges financières induites par l'externalisation du personnel du service soutien aux familles conformément à l'article 6.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXTERNALISATION DES PERSONNELS DU SERVICE SOUTIEN AUX FAMILLES DU CCAS

5.1. Situation des fonctionnaires titulaires

L'externalisation des missions du service soutien aux familles du CCAS interviendra par voie de détachement d'office des fonctionnaires titulaires auprès de l'ADMR Tinténia sur un contrat de droit privé à durée indéterminée, conformément à l'article L. 441-1 du Code Général de la Fonction Publique selon les conditions précisées dans le décret n° 2020-714 du juin 2020 relatif au détachement d'office.

En application de ces dispositions, ces agents continueront à bénéficier de leurs droits à l'avancement et à la retraite dans leur cadre d'emploi d'origine.

Le détachement de ces agents, prononcé pour une durée initiale de 5 ans, a vocation à être renouvelé par périodes de même durée et sans limitation, à condition que l'ADMR Tinténia conserve la qualité d'organisme détenteur de l'autorisation d'exercer désignée à l'article L. 313-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

Le renouvellement de la présente convention permet de mettre à jour les situations individuelles des agents, indépendamment de l'autorisation d'exercer l'activité pour une durée de 15 ans.

La fin du détachement d'office peut intervenir dans les cas prévus à l'article 714 du 11 juin 2020 :

- Soit à l'initiative du CCAS de SAINT-MALO ;
- Soit à l'initiative de l'ADMR Tinténiaac ;
- Soit à l'initiative du fonctionnaire lui-même.

5.2. Agents concernés

La liste des fonctionnaires concernés par le détachement d'office figure en annexe n°3 de la présente convention.

Les fonctionnaires détachés auprès de l'ADMR Tinténiaac exercent leurs fonctions prioritairement sur le territoire de la Ville de Saint-Malo. Toute intervention pour les professionnels en dehors du territoire de la commune nécessitera un accord préalable du CCAS.

5.3. Indemnisations des droits à congé exceptionnels des agents détachés

Les fonctionnaires détachés vont acquérir dix (10) jours de congés du 1^{er} janvier au 31 mai 2025. Afin que ces fonctionnaires puissent bénéficier de jours de repos durant l'année 2025, le CCAS s'engage à verser à l'ADMR Tinténiaac la somme correspondant au coût résultant de la nécessité de remplacer les agents.

Cette somme est calculée sur la base de 10 jours de congés par agent détaché travaillant à temps complet pour la période du 31 mai au 31 décembre 2024, somme arrêtée à 3 087 € (voir annexe 4). Cette compensation résulte d'une différence du mode de calcul des jours de congés payés entre le secteur privé et le secteur public. Cette compensation ne vaut que pour l'année 2025.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENT FINANCIER DU CCAS

Les subventions versées par le CCAS à l'ADMR de Tinténiaac ont pour objectif de compenser les charges supplémentaires induites par l'externalisation des personnels du CCAS en raison du maintien des avantages acquis et de la prise en charge de la part patronale des cotisations à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL ci-après).

Le CCAS de Saint-Malo s'engage à verser 2 subventions à l'ADMR Tinténiaac :

1. Une subvention au titre du maintien des avantages collectivement acquis au titre du transfert des personnels

- D'un montant estimé en 2025 à **25 695 € répartis comme suit** :
 - o **4 827 €** au titre de la compensation relative au maintien des avantages acquis - différentiel de congés annuels, uniquement au titre de l'année 2025 (annexe n°4 non reconductible) ;
 - o **20 868 €** maximum au titre du maintien des avantages acquis - différentiels de traitement indiciaire, de primes et indemnités, supplément familial de traitement, rémunération des agents à temps partiel et augmentation du RIFSEEP - reconductible et valable pour les années 2025 à 2029.

2. Une subvention annuelle à partir de 2026 conformément à la projection figurant en annexe n°5. Cette subvention fait l'objet d'une réévaluation annuelle pour tenir compte des évolutions salariales et mouvements des agents antérieurement affectés au CCAS de la Ville et détachés auprès de l'ADMR Tinténiaac.

3. Une subvention au titre de la compensation des cotisations CN

Les fonctionnaires relevant d'une personne morale de droit public dont l'activité est transférée à une personne morale de droit privé peuvent être détachés d'office sur un contrat de travail à durée indéterminée auprès de l'organisme d'accueil. Il s'agit d'un détachement sur un emploi relevant du droit privé ne conduisant pas à pension de la CNRACL.

Pour pouvoir bénéficier de la pension CNRACL, l'employeur d'origine doit verser les cotisations afférentes à la CNRACL.

L'ADMR Tinténiaac calculera les cotisations retraite (CNRACL), parts salariales, chaque mois avec pour assiette de cotisation le traitement indiciaire brut afférent à l'emploi d'origine, compte tenu des avancements éventuels obtenus durant le détachement.

Le CCAS est redevable des cotisations auprès de la CNRACL avec remboursement par l'employeur d'accueil.

Toutefois, le niveau des cotisations CNRACL peut être amené à varier en fonction des décisions de l'Etat sur le niveau du taux appliqué à la part patronale. L'ensemble des cotisations étant prélevé sur la rémunération des agents, leur rémunération nette pourrait être amenée à diminuer dans le cas d'une augmentation de la part patronale, qui n'est pas à leur charge.

Afin de maintenir le niveau de la rémunération des agents, la Ville sera amenée, le cas échéant, à compenser la différence de cotisations patronales entre le taux de cotisation antérieur et le taux de l'année N par le versement d'une subvention à l'ADMR Tinténiaac.

Le calcul du montant de cette différence s'effectuera au réel l'année suivant le service fait.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le CCAS apporte un concours financier, pour l'exercice concerné, pour la mise en œuvre de la convention.

Pour l'année 2025

Le concours financier du CCAS sera versé selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50% du montant de 25 695 € en février 2025 ;
- Le solde en avril 2025 après ajustement définitif des montants dus à l'association (à la hausse ou à la baisse) sur production par l'ADMR Tinténiaac de toutes les pièces justificatives nécessaires, notamment les bulletins de paie des agents au titre de janvier 2025 faisant apparaître le montant fictif de la rémunération avant application des majorations compensatoires.

La présente convention vaut convention attributive de subvention dans le cadre du versement de la subvention à l'ADMR Tinténiaac conformément au décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

Pour les années 2026 et suivantes

Chaque année, une convention attributive de subvention définira le mode de calcul, le montant et les modalités de versement de la subvention annuelle à verser par le CCAS à l'ADMR Tinténiaac.

La subvention du CCAS sera versée par le Service de Gestion Comptable de Dol-de-Bretagne sur le compte de l'ADMR de Tinténiaac dont le relevé d'identité bancaire constitue l'annexe 6.

ARTICLE 8 - REVERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le CCAS demandera, par émission d'un titre de recettes, le reversement de tout ou partie des sommes mandatées :

- En cas d'emploi de la subvention non conforme à son objet ;
- En cas d'inexécution partielle ou totale des engagements qui conditionnent l'octroi de la subvention ;
- En cas de non-respect des dispositions de l'article 9 ci-après relatif à la communication.

ARTICLE 9 - COMMUNICATIONS ET CONTROLES

L'ADMR Tinténiaç s'engage à :

- Informer les usagers du service soutien aux familles la reprise de son activité et des conséquences induites ;
- Transmettre tous les ans au CCAS de Saint-Malo, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice, les documents suivants :
 - o Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
 - o Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ;
 - o Le rapport annuel d'activité ;
 - o Un bilan d'ensemble détaillé, quantitatif de la mise en œuvre du programme d'actions ;
 - o L'état de situation des personnels du CCAS en détachement d'office.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le CCAS dans le cadre du contrôle financier annuel. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 10 - DUREE ET PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de cinq (5) ans et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2025.

Au plus tard six (6) mois avant la date d'expiration de la présente convention, les parties se réuniront pour organiser les modalités de renouvellement de la convention.

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS DE L'ASSOCIATION

L'interlocuteur privilégié de l'Association est la direction du CCAS.

Tout changement dans la situation de l'ADMR Tinténiaç devra être signalé sans délai à la direction du CCAS.

ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de la convention, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après dénommé le « RGPD »).

Les Parties s'engagent également à respecter la réglementation traitement de données mixtes et, en particulier, le règlement (UE) 2018/1807 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 établissant un cadre applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne applicable depuis le 18 juin 2019 et les lignes directrices de la Commission européenne du 29 mai 2019 relatives au règlement applicable au libre flux des données à caractère non personnel dans l'Union européenne. Les Parties s'engagent par conséquent à accomplir toutes les démarches de conformité requises en la matière.

En conséquence, les stipulations suivantes du présent article ont vocation à préciser les obligations de l'ADMR Tinténac et du CCAS l'une envers l'autre ainsi que les conditions des opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par la première pour le compte de la seconde.

Lorsque les échanges intervenus dans le cadre de la présente convention sont constitués d'un ensemble composite intégrant à la fois des données à caractère personnel et des données à caractère non personnel, le niveau de protection mis en œuvre doit tenir compte des prescriptions prévues par l'article 2.2 du règlement 2018/1807 et par l'article 2.2 des lignes directrices de la Commission européenne du 29 mai 2019. En pareille situation, les conditions et les modalités d'utilisation des données à caractère non personnel et des données à caractère personnel de l'ensemble sont respectivement définies par le règlement (UE) 2018/1807 pour les premières et par le règlement (UE) 2016/679 pour les secondes. Lorsque les données à caractère non personnel et les données à caractère personnel sont inextricablement liées, les droits et obligations en matière de protection des données découlant du RGPD s'appliquent pleinement à l'intégralité de l'ensemble de données mixtes, même lorsque les données à caractère personnel ne représentent qu'une petite partie de l'ensemble de données.

Les Parties s'engagent également à respecter toute évolution de la législation ou de la réglementation française ou européenne qui impacterait en ce domaine les conditions d'exécution de la présente convention.

L'Association communique au CCAS le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD.

Concernant les mesures de sécurité, l'Association s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité informatique nécessaires et à mettre en œuvre les recommandations de la Commission Nationale de l'Information et des Libertés.

ARTICLE 13 – CONDITION RESOLUTOIRE

En cas de refus de transfert d'activité de la part du président du Conseil Départemental, l'externalisation du service soutien aux familles du CCAS à l'ADMR Tinténac dont les modalités sont précisées dans la présente convention ne pourrait avoir lieu.

La convention serait ainsi résiliée de plein droit.

La résiliation ne pourra donner droit au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 14 – REVISION ET RESILIATION

La présente convention peut être révisée à la demande de l'une ou l'autre des parties deux (2) mois avant sa date d'anniversaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute modification apportée à la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment signé par les parties.

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la convention, elle devra notifier son intention à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception six (6) mois au moins avant la date retenue pour la résiliation. Les parties s'engagent à se rencontrer afin de fixer les modalités pratiques de cette résiliation (notamment concernant le personnel).

La rencontre devra être effectuée dans un délai maximal de 2 mois après réception de la lettre recommandée. Elle devra réunir à minima, les personnes suivantes :

- Les présidents des deux structures, ou leurs représentants ;
- Les directeurs des deux structures.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES DIFFERENTS

En cas d'éventuels litiges à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties priorisent le règlement amiable (par le biais d'une médiation par exemple).

En cas d'échec d'un tel règlement, le Tribunal administratif de RENNES est compétent pour connaître de ces litiges.

ARTICLE 16 - LISTE DES ANNEXES

- **Annexe 1** : Délibération n°10 du CCAS en date du 18 décembre 2024 approuvant l'externalisation du service soutien aux familles auprès de l'ADMR Tinténiaic ;
- **Annexe 2** : Délibération en date du +++ décembre 2024 du conseil d'administration de l'ADMR de Tinténiaic ;
- **Annexe 3** : Liste des fonctionnaires titulaires détachés d'office ;
- **Annexe 4** : Eléments chiffrage de l'indemnisation pour l'année 2025 ;
- **Annexe 5** : Projection financière 2025 à 2030 ;
- **Annexe 6** : Relevé d'Identité Bancaire de l'ADMR Tinténiaic.

Fait à **Saint Malo**, le ~~XXXXXX~~ en 2 exemplaires originaux

Pour le Centre Communal d'Action Sociale,
Le Président

Pour l'ADMR de Tinténiaic
La co-Présidente

Monsieur Gilles LURTON

Madame Béatrice CHATEAUGIRON

ANNEXE 1

Conseil d'Administration du CCAS

Délibération n°11 du 18 décembre 2024

Annexe à substituer après le vote de la délibération.

ANNEXE 2

Conseil d'Administration de l'ADMR

Délibération du +++ décembre 2024

Annexe à substituer après le vote de la délibération.

ANNEXE 3

Liste des fonctionnaires titulaires détachés d'office

Annexe non encore prête.

CONVENTION D'EXTERNALISATION DE L'ACTIVITE DU SERVICE SOUTIEN AUX FAMILLES DU CCAS DE LA VILLE DE SAINT-MALO ET DE SON PERSONNEL

ANNEXE 4

ELEMENTS RELATIFS AU MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS- Année 2025 uniquement

Eléments de rémunération devant donner lieu à compensation financière de la part du CCAS de Saint-Malo au profit de l'ADMR Tinténiaac

Différentiel de congés annuels (10 jours par agent titulaire exerçant à 100%)

Cette compensation couvre le différentiel de réglementation en matière d'acquisition et d'utilisation de droits à congés annuels (à hauteur de 10 jours par agent au titre de la période de janvier à mai 2025) pour les agents titulaires uniquement.

Mode de calcul : 1/30^{ème} de la rémunération de l'agent par journée de congé attribuée accordé, soit 10/30^{ème} de la rémunération des agents (prise en compte à la date du 1^{er} janvier 2025).

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, un prorata est appliqué dans le calcul de cette compensation.

Le coût est estimé à 3 097 euros pour 2025.

Impact carence / prévoyance

L'ADMR Tinténiaac sollicite une compensation de 1 740 euros à ce titre par l'ADSCE pour 2025.

TOTAL DES COMPENSATION DEMANDEES UNIQUEMENT AU TITRE DE L'ANNEE 2025 : X EUROS

CONVENTION D'EXTERNALISATION DE L'ACTIVITE DU SERVICE SOUTIEN AUX FAMILLES DU CCAS DE LA VILLE DE SAINT-MALO ET DE SON PERSONNEL

ANNEXE 5

ELEMENTS RELATIFS AU MAINTIEN DES AVANTAGES ACQUIS

Années 2025 à 2029

1. Différentiel de traitement indiciaire (agents titulaires et contractuels)

Cette compensation constitue une clause de sauvegarde, qui permet à l'agent détaché de bénéficier au moment du transfert d'une indemnité compensatrice couvrant le différentiel entre la rémunération indiciaire brute (majorée le cas échéant de la Nouvelle Bonification Indiciaire -) qu'il percevait en tant qu'agent titulaire ou contractuel du CCAS et celle à laquelle il prétend en intégrant l'association ADMR Tinténiaac.

La date de détention par l'agent de l'indice qui est prise en compte est celle du 31 décembre 2024.

Le montant de la compensation financière accordé à chaque agent sera réexaminé à chaque augmentation de rémunération versée par l'ADMR Tinténiaac.

2. Différentiel en matière de primes et indemnités (agents titulaires et contractuels)

Les primes et indemnités perçues par l'agent détaché dans son administration d'origine (CCAS de Saint-Malo) sont prises en compte dès lors qu'elles sont supérieures à celles détenues dans l'emploi d'accueil (ADMR Tinténiaac).

Les primes et indemnités concernées sont les suivantes :

- Complément de traitement indiciaire (CTI)
- Indemnité différentielle
- Indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE – part mensuelle)
- Indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE – part annuelle)
- Allocation de fin d'année (AFA)
- Garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA)

Il conviendra d'établir le différentiel entre le montant brut perçu par chaque agent sur les 12 derniers mois effectués en tant qu'agent titulaire du CCAS et celui qui aurait été perçu par l'agent s'il avait été recruté selon le régime de droit commun de la convention collective.

Modalités de prise en compte

La période prise en compte pour l'appréciation du montant pris en compte est celle des 12 mois précédent le détachement (cf. l'ensemble de l'année 2024 en cas de détachement au 1^{er} janvier 2025).

3. Supplément familial de traitement

Cette compensation couvre le différentiel entre, d'une part le montant versé au titre du supplément familial accordé dans la fonction publique aux parents ayant des enfants à charge et d'autre part celui pris en compte en application de la convention collective.

Le montant du SFT pris comme référence pour chaque agent concerné est celui de 2025, projeté à l'identique pendant les 5 années de la période de détachement. Si le régime de la fonction publique est plus favorable, chaque agent concerné percevra chaque année le différentiel entre les deux régimes.

Mode de prise en compte : Calcul comparatif au 1^{er} janvier de chaque année des 2 régimes ; L'agent se voit attribuer le dispositif le plus favorable et le différentiel de coût est pris en charge par le CCAS dans la subvention.

4. Différentiel de rémunération des agents à temps partiel (agents titulaires et contractuels)

Les agents publics qui exercent à temps partiel à 80% sont rémunérés à 6/7^{ème} (c'est à dire 85,71%)

Les agents publics qui exercent à temps partiel à 90% sont rémunérés à 32/35^{ème} (c'est-à-dire à 91,43%)

Cette bonification financière n'est pas applicable à l'ADMR Tinténiaac.

En vertu du droit des agents au maintien de leur rémunération, il convient de prévoir le versement par le CCAS d'une compensation financière permettant à l'ADMR Tinténiaac de compenser la différence en intégrant les montants concernés dans l'indemnité différentielle.

5. Augmentation du RIFSEEP

L'augmentation du RIFSEEP au dernier trimestre 2024 aura pour effet de provoquer un surcoût financier par rapport aux estimations calculées au mois d'août 2024 par l'ADMR Tinténiaac.

En vertu du droit des agents au maintien de leur rémunération, il convient de prévoir le versement par le CCAS d'une compensation financière permettant à l'ADMR Tinténiaac de compenser la différence en intégrant les montants concernés dans l'indemnité différentielle.

TOTAL DES COMPENSATION DEMANDEES AU TITRE DE LA PREMIERE ANNEE (y compris RIFSEEP) : 20 868 euros

- Agent numéro 1 : 9 960 euros, soit 830 euros brut mensuel sur 12 mois (cotisations salariales et patronales CNRACL intégrées et indemnité différentielle de maintien de la rémunération)
- Agent numéro 2 : 10 908, soit 909 euros brut mensuel sur 12 mois (cotisations salariales et patronales CNRACL intégrées indemnité différentielle de maintien de la rémunération)

6. Hypothèse d'une augmentation des cotisations CNRACL (agents titulaires)

En cas d'augmentation des taux de cotisation de la part patronale CNRACL pendant la période de détachement, les agents risqueraient de voir, à indice de rémunération inchangé, le montant de leur net à payer diminuer.

En vertu du droit des agents au maintien de leur rémunération, il convient de prévoir le versement par le CCAS d'une compensation financière permettant à l'ADMR Tinténiaac de compenser la différence en intégrant les montants concernés dans l'indemnité différentielle.

4787266

N° REMISE

**CRÉDIT AGRICOLE
D'ILLE-ET-VILAINE**
4, RUE LÉON DRAPIER, SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE, CE 59111
Tél. 03 20 31 10 00

4. HUN LUTS DPAIAP, KAMUJADUUG-DE LA LAHNE, DE 5-TH
1-2-TH 1-2-TH 1-2-TH

Nom et adresse du bénéficiaire

ADMIRAL A DOMICILE
2 AVENUE DES TRENTÉ
35190 TINTENIAC

International Banking Account Number (IBAN)

FR78 1360 6000 3832 0861 9800 010

Bank Identification Code (BIC)

AGRI FR PP836

ក្នុងឯកសារ

Code guichet

Numéro de compte

C16 R1B

TOTAL REMISE _____
à compléter dans tous les cas

TOTAL REMISE

à compléter dans tous les cas

**MONTANT TOTAL
DE LA REMISE**

#067871286 #999999900000004 #320661.990001